

FO Résultats EDF 2023 exceptionnels

Energie Entre soulagement et prudence

Avec un EBITDA de 39,9 Mrds € et un résultat net part du groupe de 10 Mrds € (soit une progression de 28 Mrds €), nous sommes loin du bilan catastrophique de 2022. 2023 est une année record si l'on considère le redressement extraordinaire des comptes.

Pour autant, il ne faut pas perdre de vue le contexte difficile de notre secteur. La mutation de notre réglementation (fin de l'Arenh, taxonomie, CRDS, projets de loi énergétique et anti-démembrement, etc.), l'électrification de nos usages intensifiant nos besoins en énergie et donc en investissements lourds, dans un contexte géopolitique toujours incertain incitent à la prudence...

Un groupe soulagé

Grâce à la performance des salariés, avec une production de 434TWh, dont la part nucléaire est en hausse de 41,4 TWh (soit un effet favorable de 5,7 Mrds €), sur l'année 2023, combinés à des prix de marché élevés, l'endettement financier net a pu baisser de près de 10 Mrds €.

Il faut dire que les objectifs ont largement été relevés avec 320,4 TWh (haut de l'estimation) de production réalisée. On peut saluer tous les efforts entrepris par les salariés dans la maîtrise du chantier CSC et la réduction des arrêts de tranche ainsi que les salariés des filiales dont l'EBITDA a augmenté comme à Dalkia, Framatome et EDF renouvelable et bien sûr la part importante d'Enedis dans le capital du groupe.



EDF voit également s'éloigner certaines difficultés industrielles (crise des CSC et bientôt mise en service de Flamanville 3) combinées à la fin d'une régulation défavorable (fin de l'Arenh au 31 décembre 2025). À ce titre, on peut noter le changement d'attitude de l'État, depuis sa prise de participation de 100 % de l'entreprise en juin dernier. Il n'y a pas eu de nouvel Arenh+ (coût de 8Mrds € pour EDF, sur l'année 2022, dont le recours juridique contre l'État est toujours en cours) ni de dividendes versés... Ceci aurait été incohérent avec toutes les pressions exercées par certains groupes parlementaires (commission d'enquête de souveraineté, commission d'enquête sur l'avenir du secteur électrique, loi anti-démembrement d'EDF, etc.) et des consommateurs pris à la gorge par des factures aberrantes...

La fin du bouclier tarifaire fait peser sur les consommateurs le poids de la main invisible du marché prôné par plus de 20 ans de maltraitance politique aussi bien européenne qu'interne. Ce dernier a coûté au global 12,5Mrds € et les consommateurs ont quant à eux absorbé la hausse des prix pour près de 12,1Mrds €. Ainsi, sur 2 ans, le prix de marché moyen était de 218 €/MWh contre 71 €/MWh en 2022.

Mais la baisse des prix tant espérée est paradoxalement un sujet auquel l'entreprise devra faire face, si elle perdure, avec sa nouvelle politique commerciale où il n'y a pas de plancher pour se protéger. C'était, le prix à payer pour ne pas être soumis aux demandes de contrepartie européenne (fruit de l'Arenh pour une pseudo-concurrence). À l'heure actuelle, le prix de marché, sur toute l'Europe, est de 63 € MWh contre un maximum atteint en août 2022 de 1130 €/MWh. Cela est dû à la diminution de la demande de gaz, à la hausse d'importation du GNL pour les stocks hivernaux et à la plus grande disponibilité du parc nucléaire.

Prudence pour les années futures

La dette est désormais de 54,4 Mrds € contre 64,5 Mrds en 2022 ce qui limitait ainsi gravement la capacité d'emprunt du groupe. Pour autant, revenir au niveau de dette de 2021 (45,5 Mrds €), malgré cette «remontada» ne sera pas chose aisée.

Et emprunter, le groupe devra encore le faire au vu de sa trajectoire d'investissement conséquente. Elle devra assurer la majeure partie de la transition énergétique du pays avec un paysage énergétique en pleine mutation. L'électrification des usages supposera davantage de flexibilité et donc un renforcement du réseau de transport, le développement des raccordements et des services énergétiques. Le tout avec un besoin massif de gros moyens de production tels les EPR dont la commission au Sénat presse l'entreprise de délivrer son chiffrage définitif. Le montant annoncé de 52Mrds € pour les 6 premiers EPR sera à priori réévalué à la hausse.

L'entreprise devra également faire face aux augmentations des coûts dues au retard de chantier tel HPC. Son nouveau coût à terminaison réévalué aussi à la hausse suite à son retard risque de peser pour 1 mrd £ supplémentaire dans les comptes. Entre autres déboires, EDF est partie pour financer l'intégralité des coûts de construction avec le départ de son partenaire chinois CGN depuis l'automne dernier. Sans compter qu'EDF a toujours également sur le dos le rachat en cours de GEStream. L'entreprise doit, en effet, assumer les erreurs politiques du passé afin d'assurer la construction de ses EPR et SMR en récupérant ses brevets aux Américains dont la décision se fait toujours attendre...

Les objectifs sont ainsi encore très élevés en vue de réduire encore et toujours la dette économique afin d'emprunter et investir dans le développement du secteur électrique. Le tout sous l'emprise du dogme politique bruxellois dont l'entreprise tente de se défaire avec ses nouvelles offres commerciales. Mais également en devant réparer les scandales politiques du passé...

